

Jean-Pierre Sueur est intervenu le 6 décembre au Sénat sur les crédits de la sécurité. Il a souligné la poursuite de la hausse des effectifs par rapport à l'année précédente (2 260 emplois de policiers et de gendarmes sont créés), tout en notant qu'en 2018 on était revenus au niveau d'effectif de 2007 puisque, de 2007 à 2012, 13 720 postes avaient été supprimés. 9 000 ont été créés au cours du quinquennat précédent, ce qui était bien nécessaire pour rattraper le retard ainsi creusé. 10 000 créations sont annoncées au cours du présent quinquennat, mais il n'est pas sûr que les créations annoncées permettent d'atteindre cet objectif.

Jean-Pierre Sueur a noté que, malheureusement, les crédits pour les locaux, l'investissement, les véhicules et le matériel restaient insuffisants. Ainsi, l'ancienneté moyenne des véhicules est de six ans et quatre mois dans la police et de sept ans et quatre mois dans la gendarmerie. Il a demandé qu'à l'avenir les créations de postes aillent de pair avec les investissements qui s'imposent à cet égard.

Il a mis l'accent sur les charges indues et demandé que les policiers soient effectivement déchargés des extractions judiciaires en 2019. Laurent Nunez, secrétaire d'État, lui a confirmé qu'il en irait bien ainsi.

Enfin, Jean-Pierre Sueur a apporté son soutien et celui de son groupe aux policiers, gendarmes et sapeurs-pompiers soumis à de rudes épreuves. Il a dit : « *On peut discuter de tout, mais nous condamnons fermement toute violence.* »

>> [Lire le compte-rendu de son intervention](#)

>> [Voir la vidéo](#)